Nations Unies E/CN.5/2016/NGO/11

Conseil économique et social

Distr. générale
1er décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-quatrième session
3-12 février 2016
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par World for World Organization, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

15-19518X (F)

Merci de recycler

Déclaration

Des actions concrètes sont nécessaires pour renforcer le développement en faveur des pauvres

Déclaration écrite présentée à la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social par : World For World Organization (WFWO)

WFWO souligne l'importance du thème prioritaire intitulé « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain ». La cinquante-quatrième session de la Commission du développement social joue un rôle essentiel au sein du Conseil économique et social de l'ONU en ce qu'elle œuvre en faveur d'une action efficace pour réaliser le nouveau plan d'action constitué de 17 objectifs de développement durable et de 169 cibles. Ces derniers s'inscrivent dans le prolongement des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous sommes tous aujourd'hui, sur notre planète, des témoins, et nous nous réunissons à un moment où d'immenses défis se posent au développement durable. Des milliards de personnes peinent à sortir de la pauvreté et sont privées d'une vie digne. Les inégalités se creusent à l'intérieur des pays et entre les pays. Il y a d'énormes disparités en termes de chances, de richesse et de pouvoir. Les inégalités entre les sexes demeurent un défi de taille. Le chômage, notamment celui des jeunes, est un sujet de grande préoccupation. Les menaces sanitaires mondiales, les catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et intenses, la recrudescence des conflits, le terrorisme et les crises humanitaires qu'il engendre et les déplacements forcés de populations risquent de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis en matière de développement au cours des dernières décennies.

Plusieurs délégations ont souligné l'importance que revêt la promotion de l'intégration sociale. Celle-ci doit faire partie intégrante des efforts nationaux et internationaux pour améliorer les conditions. Certains pays ont mis l'accent sur la nécessité d'inscrire la croissance durable et inclusive dans les programmes nationaux qui favorisent la participation des femmes et des filles, des enfants, des personnes handicapées, âgées, et de celles issues de minorités ethniques. L'implication des plus jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de développement durable inclusif a aussi été jugée cruciale. Il a été souligné que la prise en compte des jeunes, et notamment des jeunes handicapés, représentait un défi considérable pour de nombreux pays. La jeunesse devrait par conséquent être associée aux efforts déployés pour bâtir le monde que nous appelons de nos vœux.

La justice sociale est essentielle à la réalisation du développement inclusif axé sur l'être humain. Le Forum social mondial (FSM) s'est penché sur le lien entre développement social et justice sociale. D'après son évaluation des incidences, à ce jour, du système économique international sur le développement social, la justice sociale n'est pas une réalité, notamment en raison de l'insuffisante participation politique des citoyens ordinaires aux politiques économiques qui les touchent directement. La cohérence entre les politiques économiques et sociales reste à établir, notamment en raison de l'influence croissante dans le domaine du développement de puissants intérêts privés qui, bien souvent, échappent à tout contrôle. On recense dans la plupart des pays un besoin constant d'un large éventail

de mesures socio-économiques : pour réduire les inégalités, réformer les services publics et les retraites, créer des emplois de qualité et améliorer les conditions de travail, améliorer les conditions de vie, réformer le foncier et garantir l'accès à une alimentation, une eau, une énergie, des transports et des logements sûrs et abordables. La justice sociale et la détermination à s'attaquer aux racines de la pauvreté et des inégalités devraient être placées au cœur de toutes les démarches.

WFWO appelle la communauté internationale représentée à la cinquante-quatrième session de la Commission du développement social à prendre des mesures concrètes pour renforcer le développement en faveur des pauvres. Il importe d'élaborer, de toute urgence, un cadre en faveur du développement social et de la justice sociale qui rende possible une croissance basée sur l'emploi, de façon à réduire les inégalités et la précarité, à lutter contre la faim et la pauvreté, à combattre le chômage et les emplois précaires, notamment chez les jeunes. Il s'agit là des bases pour accélérer le processus de réalisation des nouveaux Objectifs de développement durable en tant que plan d'action en faveur des populations, de la planète et de la prospérité si l'on veut repenser et renforcer le développement social.

Nous sommes convaincus que nos recommandations et les moyens appropriés de leur mise en œuvre font partie intégrante d'un programme de développement visant à garantir à tous le droit à une vie digne. Un agenda de développement durable qui ne tendrait pas vers cet objectif mais qui ne poursuivrait que des résultats économiques étroits risquerait d'exacerber les inégalités et les privations, lesquelles ont déjà engendré conflits et instabilité.

Nous promettons de ne laisser personne de côté dans cette formidable quête collective. Considérant que la dignité de la personne humaine est fondamentale, nous souhaitons que ces objectifs et cibles se concrétisent au profit de toutes les nations, de tous les peuples et de toutes les composantes de la société. Les plus défavorisés seront les premiers que nous nous efforcerons d'aider.

Atteindre le but que nous nous sommes fixé ne sera possible que si les objectifs de développement durable sont intimement liés et leur mise en œuvre intégrée. Si nous réalisons toutes les ambitions affichées dans ce Programme, chacun vivra bien mieux dans un monde meilleur.

Nous devons être déterminés à éliminer la pauvreté et la faim, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, et à faire en sorte que tout être humain puisse réaliser son potentiel dans des conditions de dignité et d'égalité et dans un environnement sain.

Nous devons être déterminés à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce Programme grâce à un Partenariat mondial revitalisé pour le développement durable, qui sera mû par un esprit de solidarité mondiale renforcée, où l'accent sera mis sur les besoins des plus démunis et des plus vulnérables, et auquel participeront tous les pays, toutes les parties prenantes et tous les peuples.

Nous devons être déterminés à prendre les mesures audacieuses et porteuses de transformation qui s'imposent d'urgence pour engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience. Nous nous engageons à ne laisser personne de côté dans cette quête collective.

Nous devons être déterminés à favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et la violence. Il ne peut y avoir de développement durable sans la paix, ni de paix sans développement durable.